

Procès-verbal

247^e réunion du Comité de direction

20 et 21 novembre 2018
Ottawa (Ontario)

Sont présents :

James Compton, président (UWOFA), président d'assemblée
 Brenda Austin-Smith, vice-présidente (UMFA)
 Yalla Sangaré, trésorier (APBUSU)
 Robin Vose, président sortant (FAUST)
 David Newhouse, représentant ordinaire (Autochtone) (TUFA)
 John G. Kingma, représentant ordinaire (Québec) (SPUL)
 Marc Schroeder, représentant ordinaire (Général) (MRFA)
 Kelly Meckling, représentante ordinaire (Général) (UGFA)
 Peter McInnis, président, Comité de la liberté académique
 et de la permanence de l'emploi (ST.FXAUT)
 Sarika Bose, présidente, Comité du personnel académique contractuel (UBCFA)
 Terri Van Steinburg, présidente, Comité de la négociation collective
 et des avantages économiques (KWANTLEN-FPSE)
 Pat Armstrong, coprésidente, Comité de l'équité (YUFA)
 Momin Rahman, coprésident, Comité de l'équité (TUFA)
 Blanca Navarro Pardiñas, représentante ordinaire (Francophone) (APPUMCE)

David Robinson, directeur général
 Chantal Vallerand, directrice des opérations
 Pam Foster, directrice de la recherche et de l'action politique
 Valérie Dufour, directrice des communications
 Margaret McGovern-Poté, adjointe exécutive au directeur général

N'a pu assister :

Tim Ribaric, président, Comité des bibliothécaires et des archivistes (BUFA)



James Compton / PRESIDENT / PRÉSIDENT // Western Ontario

Pat Armstrong // York
 John G. Kingma // Laval
 Blanca Navarro Pardiñas // Moncton (Edmundston)
 Tim Ribaric // Brock
 Terri Van Steinburg // Kwantlen (FPSE)

Brenda Austin-Smith // Manitoba
 Peter McInnis // St. Francis Xavier
 David Newhouse // Trent
 Yalla Sangaré // Sainte Anne
 Robin Vose // St. Thomas

Sarika Bose // UBC
 Kelly Meckling // Guelph
 Momin Rahman // Trent
 Marc Schroeder // Mount Royal

Allocution d'ouverture et reconnaissance du territoire

Le président souhaite la bienvenue aux membres et reconnaît que la réunion se tient sur le territoire non cédé du peuple algonquin.

01. Adoption de l'ordre du jour

VOSE/NAVARRO PARDIÑAS : QUE l'ordre du jour soit adopté.

ADOPTÉE**02. Approbation des procès-verbaux du Comité de direction**

a. Réunion des 14 et 15 septembre 2018

BOSE/VOSE : QUE le procès-verbal de la réunion susmentionnée soit approuvé.

ADOPTÉE**03. Suivi des réunions précédentes**

a. Revue de la liste des mesures à prendre

La liste des mesures à prendre est passée en revue.

04. Rapport du président

Le président rend compte des réunions auxquelles il a pris part depuis la réunion du Comité de direction des 14 et 15 septembre 2018. Il a participé à l'assemblée du conseil de la CUFA-BC qui s'est tenue le 28 septembre à Vancouver. Il a assisté avec d'autres membres du Comité de direction à la réunion de la Caisse de défense tenue le 13 octobre à Montréal. Il a assisté également à la Conférence pour le personnel académique autochtone, qui a connu un grand succès les 19 et 20 octobre à Ottawa, ainsi qu'à une réunion du Groupe de travail sur l'éducation postsecondaire des Autochtones. Il rend compte de sa présence à des réunions ordinaires du conseil de l'OCUFA, dont la plus récente s'est tenue les 20 et 21 octobre à Toronto. Il fait part de la nomination récente de Michael Conlon au poste de directeur général de l'OCUFA. Enfin, il rend compte de la Conférence de l'Internationale de l'Éducation sur l'éducation supérieure qui a lieu du 12 au 14 novembre à Taipei, Taïwan.

05. Rapport du directeur général

Le directeur général indique que la plupart des questions qu'il souhaite aborder seront traitées sous divers points de l'ordre du jour de la réunion. Il signale que le Conseil examinera, à sa prochaine assemblée, deux demandes d'adhésion à l'ACPPU : celles de l'Association des professeur(e)s à temps partiel de l'Université Concordia (APTPUC) et du Syndicat général des professeures et professeurs de l'Université de Montréal (SGPUM). Il rend compte de sa participation au Forum de dialogue mondial de l'ILO sur les conditions d'emploi du personnel de l'enseignement supérieur qui s'est tenu à Genève, en Suisse, du 18 au 20 septembre.

06. Action politique et campagnes

a. Relations gouvernementales

P. Foster, directrice de la recherche et de l'action politique, indique que, sur le plan des relations gouvernementales, l'accent a été mis sur l'organisation de rencontres dans le cadre de la Journée sur la Colline du Parlement. Une cinquantaine de réunions sont jusqu'ici confirmées avec des députés, dont deux ministres du cabinet, la ministre de la Justice, Jody Wilson-Raybould, et la leader du gouvernement à la Chambre des communes, Bardish Chaggar.

b. Campagnes

i. Semaine de l'équité d'emploi

La Semaine de l'équité d'emploi s'est déroulée du 22 au 26 octobre. Plus de 35 associations ont pris part à cet événement cette année. Un plus grand nombre d'associations que dans les années précédentes ont organisé des activités sur le terrain, et la quantité d'articles de promotion commandés auprès de l'ACPPU a atteint un record. Quelque 200 teeshirts, 1 000 macarons et 200 affiches ont été expédiés aux campus dans tout le pays. Un prospectus soulignant certains des événements organisés dans le cadre de cette édition de la Semaine de l'équité d'emploi est inclus dans le cahier de documentation de l'assemblée du Conseil sous le point 14. (i) de l'ordre du jour de l'assemblée du Conseil.

Sur sa lancée, l'ACPPU continuera de travailler avec les associations à accroître le dynamisme et la variété des activités pendant et après la Semaine de l'équité d'emploi en vue d'apporter un soutien au personnel académique contractuel. Une autre journée d'action aura lieu en février afin de continuer à sensibiliser l'opinion aux questions en jeu.

ii. Utilisation équitable du droit d'auteur

P. Foster indique que le nouvel accord de libre-échange entre les États-Unis, le Mexique et le Canada (l'ACEUM) prolonge la durée de protection du droit d'auteur de vingt ans, c'est-à-dire de 50 ans à 70 ans après le décès de l'auteur. Cette nouvelle disposition amène l'ACPPU à modifier ses recommandations pour l'examen prévu par la loi de la *Loi sur le droit d'auteur*. L'ACPPU soumettra donc un supplément à son mémoire adressé au Comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie de la Chambre des communes. Elle prépare également un mémoire à l'intention du Comité du patrimoine, qui effectue une étude sur la rémunération des artistes dans le contexte du droit d'auteur.

Un autre enjeu associé à l'examen de la *Loi sur le droit d'auteur* est la protection du savoir autochtone. L'ACPPU préparera de concert avec son Groupe de travail sur l'éducation postsecondaire des Autochtones un mémoire à l'intention du gouvernement.

P. Foster fait également savoir que l'ACPPU a écrit au premier ministre du Canada pour lui faire part de ses inquiétudes concernant la question des dommages-intérêts et lui signaler que Access Copyright cherche, dans le cadre de l'examen distinct de la Commission du droit d'auteur, à augmenter considérablement les dommages-intérêts pour violations afin d'obliger les établissements à conclure des accords de licence. Les changements proposés à la Commission du droit d'auteur sont intégrés

à un projet de loi omnibus d'exécution du budget; on n'y trouve cependant aucune proposition en vue d'inclure les dommages-intérêts.

La Semaine pour un droit d'auteur équitable aura lieu la dernière semaine de février. L'ACPPU informera ses associations membres des articles de promotion qu'elle produira à leur intention pour promouvoir l'utilisation équitable.

iii. Gouvernance

Compte tenu des conclusions de son rapport sur les conseils des gouverneurs, l'ACPPU a sondé un certain nombre d'associations pour connaître la nature des campagnes locales destinées à faire pression pour améliorer la gouvernance. Trois d'entre elles envisagent de mener des campagnes à l'échelle locale au début de 2019. L'ACPPU a conçu diverses ressources pour expliquer les questions en jeu et elle a développé un site web pour la campagne.

iv. Élections fédérales

P. Foster rend compte des prévisions des sondages selon lesquels la course aux prochaines élections fédérales semble se jouer entre les libéraux et les conservateurs, et il est fort probable qu'un gouvernement libéral majoritaire l'emporte compte tenu des prévisions en sièges à la Chambre des communes. Étant donné que le gouvernement libéral a pris diverses mesures à l'appui de la science et de l'éducation et que les relations provinciales sont très différentes aux abords de ces élections, il sera difficile de faire de l'éducation postsecondaire un enjeu électoral. L'ACPPU planifie actuellement une campagne de mobilisation des membres, avant et après la délivrance des brevets d'élection, par l'intermédiaire d'activités en ligne et sur le terrain.

v. Budget fédéral

A. Modifications au *Code canadien du travail*

P. Foster signale que le gouvernement a déposé un projet de loi visant à modifier le *Code canadien du travail* de sorte à obliger les employeurs à verser un salaire égal pour un travail égal – l'une des modifications au *Code* recommandées par l'ACPPU dans son mémoire. Parmi les autres changements prévus dans le projet de loi qui auront un impact positif, on note les congés payés pour les victimes de violence familiale et les congés accordés aux travailleurs autochtones pour participer à des cérémonies.

B. Projet de loi sur l'équité salariale proactive

L'ACPPU avait préconisé que les dispositions législatives fédérales relatives à l'équité salariale s'appliquent aux entrepreneurs fédéraux, et ces mesures sont intégrées dans le projet de loi s'inscrivant dans le projet de loi omnibus d'exécution du budget.

c. Équité dans les programmes fédéraux de recherche

P. Foster indique que le dossier des chaires de recherche du Canada (CRC) était rendu à l'étape de la médiation la semaine passée. Le gouvernement mène également des consultations sur les façons d'atteindre l'équité dans l'ensemble des programmes fédéraux de recherche, et non pas seulement dans le programme des CRC. Il examine

la possibilité d'élargir la définition de la notion d'excellence en recherche, d'améliorer la collecte des données et d'adapter à la réalité canadienne le programme britannique Athena SWAN (Scientific Women's Academic Network).

d. Liberté civiles

i. Projet de loi C-59

Le projet de loi est en deuxième lecture au Sénat. L'ACPPU appuie la campagne de la CSILC pour la réforme du Sénat.

ii. Hassan Diab

Une mise à jour est faite sur l'affaire Hassan Diab. En octobre, une cour d'appel a ordonné un examen de la preuve au dossier, prolongeant ainsi l'épreuve de M. Diab. L'ACPPU s'est jointe aux appels lancés pour demander la tenue d'une enquête publique indépendante sur l'affaire Diab et d'un examen de la *Loi sur l'extradition*. Une copie de la lettre de l'ACPPU au premier ministre canadien est incluse dans le cahier de documentation de l'assemblée du Conseil sous le point 14. (f)(ii) de l'ordre du jour de l'assemblée du Conseil.

e. Commerce des services éducatifs

i. Accord Canada–États-Unis–Mexique

P. Foster indique que le nouvel Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM) prolonge la durée de protection du droit d'auteur et ouvre la porte à diverses approches sur le droit d'auteur de la Couronne également. L'ACPPU opérera un recentrage de sa campagne sur le droit d'auteur en conséquence du nouvel accord de libre-échange. Une copie du communiqué de l'ACPPU du 5 octobre sur l'ACEUM est incluse dans le cahier de documentation de l'assemblée du Conseil sous le point 14. (g)(i) de l'ordre du jour de l'assemblée du Conseil.

f. Affaires internationales

i. Partenariats de solidarité

A. Fédération palestinienne des syndicats de professeurs et employés universitaires (PFUUE)

Le directeur général fait savoir qu'il a rencontré le président de la Fédération palestinienne des syndicats de professeurs et employés universitaires (PFUUE) à Taiwan lors de la Conférence de l'IE sur l'éducation supérieure. Il fait part de la profonde reconnaissance de la PFUUE envers l'ACPPU pour son soutien. La Fédération est en train de planifier un forum national sur des questions relatives à l'enseignement supérieur qui se tiendra en 2019 et sollicitera l'aide de l'ACPPU pour la réalisation de ce projet.

B. Association nationale des enseignants diplômés du Ghana (NAGRAT)

Le directeur général signale qu'en raison de problèmes de visas, les représentants de la NAGRAT n'ont pu assister à la Conférence de l'IE sur l'éducation supérieure tenue en novembre à Taiwan.

C. Association des professeures et professeurs d'université du Ghana (UTAG)

Le directeur général mentionne que l'Association des professeures et professeurs d'université du Ghana (UTAG) a tenu un forum sur un nouveau programme prévoyant la gratuité de l'enseignement secondaire supérieur au Ghana, et il explique comment cette politique aura une incidence sur le secteur de l'éducation postsecondaire. Il souligne que l'ACPPU a apporté une aide financière pour l'organisation du forum.

D. Association des chargés de cours des collèges du Zimbabwe (COLAZ)

Le directeur général indique que l'Association des chargés de cours des collèges du Zimbabwe (COLAZ) pourrait présenter une demande d'aide financière pour l'organisation de son congrès.

E. Syndicat unitaire et démocratique des enseignants du Sénégal (SUDES)

Le directeur général indique que l'ACPPU a apporté une aide financière au Syndicat unitaire et démocratique des enseignants du Sénégal (SUDES) pour la réalisation d'un projet de recherche sur les finances des universités. Une copie du rapport du SUDES est incluse dans le dossier de réunion.

F. Proposition de projet avec CONADU-IEC

Le directeur général indique qu'il a reçu une proposition de financement pour un programme de soutien au développement de syndicats de l'enseignement supérieur en Amérique du Sud. Des copies de la proposition et du budget sont incluses dans le dossier de réunion. Dès qu'il obtiendra des renseignements supplémentaires sur le projet, le directeur général en fera rapport au Comité de direction.

G. Pakistan

Le directeur général mentionne qu'une proposition de partenariat lui a été adressée en vue de contribuer au développement de l'enseignement supérieur au Pakistan. Un projet de protocole d'entente a été élaboré et attend l'approbation définitive des autorités pakistanaïses. Si l'approbation est obtenue, l'ACPPU sollicitera la participation de bénévoles qui contribueront à la conception et à la prestation d'un programme de perfectionnement professionnel du personnel académique.

ii. Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Le directeur général indique que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) se penche actuellement sur la question de l'éducation au niveau international ainsi que sur les travaux futurs.

iii. Organisation internationale du Travail (ILO)

A. Forum de dialogue mondial sur les conditions d'emploi du personnel de l'enseignement supérieur

Le directeur général fait mention des points de consensus adoptés au Forum de dialogue mondial de l'ILO sur les conditions d'emploi du personnel de

l'enseignement supérieur, qui s'est tenu du 18 au 20 septembre à Genève. Une copie des points d'entente est incluse dans le cahier de documentation de l'assemblée du Conseil sous le point 16. (e)(i) de l'ordre du jour de l'assemblée du Conseil.

iv. Internationale de l'Éducation

Le directeur général parle du rapport de la réunion du Bureau exécutif de l'Internationale de l'Éducation. Il signale que le comité de la région Amérique du Nord-Caraïbes a accepté de fonctionner avec une présidence tournante, le Canada devant assumer la présidence jusqu'au 1^{er} septembre 2019.

v. Appels et campagnes

A. Slovaquie

Le directeur général indique que l'ACPPU a écrit au ministre des Affaires étrangères de la Slovaquie pour l'exhorter à intervenir dans le cas du professeur David Scheffel de l'Université Thompson-Rivers qui est actuellement détenu dans ce pays. Une copie de la lettre de l'ACPPU est incluse dans le cahier de documentation de l'assemblée du Conseil sous le point 16. (b)(iv) de l'ordre du jour de l'assemblée du Conseil.

B. Inde

Le directeur général indique que l'ACPPU a écrit au ministre du Développement des ressources humaines de l'Inde pour exprimer l'inquiétude que soulèvent les raids menés par la police indienne dans les résidences de plusieurs militants, dont les deux éminents professeurs Satyanarayana et Anand Teltumbde. Une copie de la lettre de l'ACPPU est incluse dans le cahier de documentation de l'assemblée du Conseil sous le point 16. (b)(i) de l'ordre du jour de l'assemblée du Conseil.

C. Hongrie

Le directeur général signale que le gouvernement de la Hongrie a mis fin à l'accréditation et au financement des programmes d'études du genre dans les établissements postsecondaires du pays. Une copie de la lettre adressée au premier ministre hongrois dans laquelle l'ACPPU fait part de ses vives inquiétudes sur la question est incluse dans le cahier de documentation de l'assemblée du Conseil sous le point 16. (b)(ii) de l'ordre du jour de l'assemblée du Conseil.

07. Affaires relatives aux membres

a. **POINT À HEURE FIXE (Mardi 20 novembre, 11 h)**
Atelier pour les nouveaux militants

Le directeur général présente un aperçu de l'atelier pour les nouveaux militants qui sera offert le 22 novembre avant l'assemblée du Conseil.

b. Association des professeur(e)s à temps partiel de l'Université Concordia

Le directeur général indique que l'Association des professeur(e)s à temps partiel de l'Université Concordia a sollicité le statut de membre de l'ACPPU. La demande d'adhésion figure à l'ordre du jour de la prochaine assemblée du Conseil.

c. Associations fédérées

Le directeur général fait état des ententes de services conclues entre l'ACPPU et ses trois associations fédérées (ACIFA, SEFPO et FPSE-BC), soulignant que certains des services proposés à ces associations sont offerts contre rémunération. Des copies des lettres d'entente sont incluses dans le dossier de réunion.

d. Loi de l'Alberta sur les conflits d'intérêts

Le représentant ordinaire M. Schroeder évoque les préoccupations que pourrait soulever la loi de l'Alberta sur les conflits d'intérêts en cas d'application au personnel académique de la province.

08. Rapports des comités

a. Rapports des comités permanents

i. Liberté académique et permanence de l'emploi

P. McInnis, président du Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi, rend compte des travaux du comité. Il mentionne que le rapport Potter (Université McGill) est maintenant terminé et qu'il sera publié avant l'assemblée du Conseil. Il indique également que le rapport du Comité d'enquête spécial sur l'affaire Mehta (Université Acadia) est actuellement examiné par le conseiller juridique de l'ACPPU et qu'un autre comité d'enquête spécial examine le cas de Derek Pyne de l'Université Thompson-Rivers.

ii. Négociation collective et avantages économiques

T. Van Steinburg, présidente du Comité de la négociation collective et des avantages économiques (CNCAE), rend compte des travaux du comité. Elle fait savoir que le CNCAE souhaite s'engager davantage dans le forum pour les négociateurs en chef et qu'il tiendra sa prochaine réunion régulière le 28 mars, la veille du forum.

iii. Personnel académique contractuel

S. Bose, présidente du Comité du personnel académique contractuel, rend compte des travaux du comité. Celui-ci en est aux premières phases de la planification de la prochaine édition de la Semaine de l'équité d'emploi.

iv. Équité

P. Armstrong et M. Rahman, coprésidents du Comité de l'équité, rendent compte des travaux du comité. Celui-ci poursuit l'élaboration d'une trousse didactique sur l'équité qui devrait être terminée pour l'assemblée du Conseil de novembre 2019. M. Rahman fait part de sa participation à la Conférence pour le personnel

académique autochtone les 19 et 20 octobre à Ottawa. Le comité organisera un café de l'équité à la prochaine assemblée du Conseil pour permettre aux membres de discuter des questions d'équité dans une atmosphère informelle. Il présentera une recommandation pour le Prix Sarah-Shorten à la prochaine assemblée du Conseil et décernera le Prix pour l'équité 2018 à Annette Henry de l'UBC.

v. Bibliothécaires et archivistes

En l'absence du président du Comité des bibliothécaires et des archivistes, aucun rapport n'est présenté.

A. Conférence des bibliothécaires et des archivistes

Le directeur général présente le projet de budget de la Conférence des bibliothécaires et des archivistes de 2019.

ARMSTRONG/NAVARRO PARDIÑAS : QUE le projet de budget de la Conférence des bibliothécaires et des archivistes de 2019 soit approuvé en l'état.

ADOPTÉE

b. Rapports des comités du Comité de direction

i. Francophones

B. Navarro Pardiñas, présidente du Comité des francophones, rend compte des travaux du comité. Elle indique que le comité a envoyé un questionnaire de sondage aux associations membres qui n'étaient pas représentées à Conférence des francophones l'an dernier afin d'en connaître la raison. Elle souligne que 2019 marquera le 50^e anniversaire de la *Loi sur les langues officielles* et que l'ACPPU pourrait envisager d'organiser une table ronde sur la question des droits linguistiques dans le cadre de l'assemblée du Conseil.

Elle fait aussi part des inquiétudes que soulève la décision du gouvernement Ford d'annuler le financement de la nouvelle université francophone à Toronto.

ii. Personnel enseignant clinicien

Il n'y a rien de nouveau à signaler.

c. Rapports des groupes de travail

i. Groupe de travail sur l'éducation postsecondaire des Autochtones

D. Newhouse, président du Groupe de travail sur l'éducation postsecondaire des Autochtones, rend compte des travaux du groupe de travail. Il souligne que la Conférence pour le personnel académique autochtone qui s'est tenue les 19 et 20 octobre 2018 à Ottawa a connu un énorme succès et attiré plus de 160 participants. Il indique que le groupe de travail, dont le nombre de membres est maintenant porté à onze, est en train d'actualiser le numéro de l'Actualité en négociation intitulé *La négociation de l'inclusion des membres autochtones du personnel académique*. Il suggère que l'ACPPU envisage de produire un document d'information qui mettrait en lumière les recommandations de la Commission de

vérité et de conciliation visant le secteur de l'éducation postsecondaire. Un exemplaire du livret de la Conférence pour le personnel académique autochtone est inclus dans le dossier de réunion.

- d. Comité du personnel académique des collèges et des instituts

VAN STEINBURG/NAVARRO PARDIÑAS : QUE l'ACPPU crée un comité du personnel académique des collèges et des instituts qui, sous la responsabilité du Comité de direction, sera chargé de le conseiller sur des questions concernant le personnel académique en poste dans les collèges et les instituts.

ADOPTÉE

Le directeur général communiquera avec les membres de l'ACPPU en poste dans les collèges et les instituts pour trouver des candidats désireux de siéger à ce nouveau comité et soumettra les candidatures retenues à l'examen du Comité de direction.

09. Questions d'organisation

- a. **POINT À HEURE FIXE (Mardi 20 novembre, 14h)**
Questions financières

- i. Rapport financier : exercice clos le 30 juin 2018

Y. Sangaré, trésorier, présente le rapport financier de l'exercice clos le 30 juin 2018. Le rapport est inclus dans le cahier de documentation de l'assemblée du Conseil sous le point 18. (a)(i) de l'ordre du jour de l'assemblée du Conseil.

- ii. Rapport des vérificateurs

Une copie du projet d'états financiers est incluse dans le cahier de documentation du Conseil sous le point 18. (a)(ii) de l'ordre du jour de l'assemblée du Conseil.

- A. Rapport du comité de vérification

Y. Sangaré, trésorier, fait rapport au nom du comité de vérification et rend compte de la récente réunion tenue avec le vérificateur de l'ACPPU.

- iii. Rapport financier : premier trimestre clos le 30 septembre 2018

Y. Sangaré, trésorier, présente les résultats financiers du premier trimestre clos le 30 septembre 2018. Le rapport est inclus dans le cahier de documentation du Conseil sous le point 18. (a)(iii) de l'ordre du jour de l'assemblée du Conseil.

- b. Demandes d'aide financière

- i. Centre canadien de politiques alternatives

Le Comité de direction examine une demande d'aide financière de la part du Centre canadien de politiques alternatives.

Le Comité de direction convient de reporter l'examen de la demande.

c. Rapport du directeur général sur la liberté académique

i. Enquêtes

A. Potter (McGill)

Le directeur général rend compte de l'affaire Andrew Potter à l'Université McGill. Le rapport est maintenant terminé et sera publié sous peu.

B. Mehta (Acadia)

Le directeur général fait le point sur l'enquête du comité spécial chargé d'examiner l'affaire Rick Mehta à l'Université Acadia. Il rappelle que le professeur Mehta a été congédié le 31 août au terme d'une enquête externe. L'association du personnel académique de cet établissement a déposé un grief. Le comité d'enquête spécial a terminé son rapport, qui est en train d'être examiné par le conseiller juridique de l'ACPPU.

C. Pyne (Thompson-Rivers)

Le directeur général rend compte de l'affaire Derek Pyne à l'Université Thompson-Rivers. Le professeur Pyne a été suspendu en juillet. L'ACPPU a chargé un comité spécial d'enquêter sur ce dossier. Ce comité est composé de Mark Mac Lean, président (UBC), et de Carla Graebner (Université Simon-Fraser).

d. Dossiers

A. Persinger (Laurentienne)

Le directeur général fait le point sur l'affaire Michael Persinger à l'Université Laurentienne.

B. Collège Durham

Le directeur général fait état des préoccupations que suscite la politique révisée du Collège Durham sur la participation à des élections communautaires et à des activités politiques. Il signale que l'association du personnel académique du collège a déposé un grief.

e. Rapport sur les litiges

i. Université du nord de la Colombie-Britannique (UNBC)

Le directeur général fait état de l'intervention de l'ACPPU dans une affaire concernant plusieurs suspensions à l'UNBC. Deux des dossiers ont été réglés.

f. Access Copyright c. Université York

Le directeur général indique que l'ACPPU a obtenu le statut d'intervenant dans l'appel de la cause *Access Copyright c. Université York*. Les dates des audiences n'ont pas encore été fixées.

i. Décisions arbitrales

A. SCFP 3278, Université de la Saskatchewan

Le directeur général rend compte d'une décision arbitrale prise dans une affaire de congédiement à l'Université de la Saskatchewan.

g. Rapport sur la négociation collective

Le rapport sur la négociation collective est inclus dans le cahier de documentation du Conseil sous le *point 13. (a)* de l'ordre du jour de l'assemblée du Conseil.

h. Rapport sur la formation

Le rapport sur la formation est inclus dans le cahier de documentation du Conseil sous le *point 13. (b)* de l'ordre du jour de l'assemblée du Conseil.

i. Rapport sur la santé et la sécurité au travail

Le rapport sur les activités de l'ACPPU dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail est inclus dans la documentation en ligne du Conseil sous le *point 13. (d)* de l'ordre du jour de l'assemblée du Conseil.

j. Rapport sur la syndicalisation

Le directeur général fait rapport sur les activités de syndicalisation en cours.

k. Publications

A. Rapport du comité de rédaction du *Bulletin*

Il n'y a rien de nouveau à signaler.

B. Monographies de l'ACPPU

Le directeur général rend compte de la discussion tenue récemment avec Lorimer concernant la publication du Guide territorial de l'ACPPU.

l. Consultations des membres

V. Dufour, directrice des communications, et C. Vallerand, directrice des opérations, rendent compte des consultations menées cet automne auprès des universités francophones : Ottawa (18 septembre), Sudbury (4 octobre), Sainte-Anne (7 novembre) et Moncton (8 novembre).

m. Nouveaux membres associés

La liste des nouveaux membres associés est incluse dans le dossier de réunion.

10. Revue de l'ordre du jour de l'assemblée du Conseil

L'ordre du jour de l'assemblée du Conseil est passé en revue.

11. Politiques de l'ACPPU

a. Énoncés de principes

i. Examen quinquennal

A. Refus d'engager un universitaire pour des motifs de parenté (Équité)

Le Comité de direction convient que l'énoncé de principes sur le refus d'engager un universitaire pour des motifs de parenté soit révisé avec la modification de forme ci-après et qu'il soit réexaminé dans cinq ans :

- Dans la première phrase de la version anglaise, remplacer « possessed » par « **had** ».

B. Reconnaissance de la charge de travail accrue des francophones en contexte minoritaire (Francophones)

Le Comité de direction convient que l'énoncé de principes sur la reconnaissance de la charge de travail accrue des francophones en contexte minoritaire soit maintenu en l'état et qu'il soit réexaminé dans cinq ans.

C. Reconnaissance de la valeur de la diffusion de la recherche en français (Francophones)

Le Comité de direction convient que l'énoncé de principes sur la reconnaissance de la valeur de la diffusion de la recherche en français soit révisé avec la modification de forme ci-après et qu'il soit réexaminé dans cinq ans :

- L'acronyme ACFAS devrait être écrit en toutes lettres : **Association francophone pour le savoir (ACFAS)**.

D. Éducation postsecondaire et recherche (Comité de direction)

Le Comité de direction convient que l'énoncé de principes sur l'éducation postsecondaire et la recherche soit révisé avec la modification de forme ci-après et qu'il soit réexaminé dans cinq ans :

- Que l'italique utilisé pour mettre l'accent tout au long de l'énoncé soit supprimé.

E. Universités privées (Comité de direction)

Le Comité de direction convient que l'énoncé de principes sur les universités privées soit maintenu en l'état et qu'il soit réexaminé dans cinq ans.

F. Nécessité financière et licenciements (CNCAE)

Le Comité de direction convient que l'énoncé de principes sur la nécessité financière et les licenciements soit maintenu en l'état et qu'il soit réexaminé dans cinq ans.

G. Négociation collective (CNCAE)

Le Comité de direction convient que l'énoncé de principes sur la négociation collective soit maintenu en l'état et qu'il soit réexaminé dans cinq ans.

H. Droits et responsabilités professionnels (CLAPE)

AUSTIN-SMITH/SANGARÉ : QUE le Comité de direction recommande que l'énoncé de principes sur les droits et responsabilités professionnels soit transmis au Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi afin qu'il procède à son examen quinquennal.

ADOPTÉE

I. Griefs (CNCAE)

Le Comité de direction convient que l'énoncé de principes sur les griefs soit maintenu en l'état et qu'il soit réexaminé dans cinq ans.

J. Affectations dans plusieurs unités (CNCAE)

AUSTIN-SMITH/ARMSTRONG : QUE le Comité de direction recommande que l'énoncé de principes sur les affectations dans plusieurs unités soit transmis au Comité de la négociation collective et des avantages économiques afin qu'il procède à son examen quinquennal.

ADOPTÉE

K. Confidentialité dans le processus de règlement des griefs (CLAPE)

VOSE/SCHROEDER : QUE le Comité de direction recommande que l'énoncé de principes sur la confidentialité dans le processus de règlement des griefs soit transmis au service juridique de l'ACPPU afin qu'il procède à son examen quinquennal.

ADOPTÉE

L. Gouvernance (Comité de direction)

SCHROEDER/MECKLING : QUE le Comité de direction recommande que l'énoncé de principes sur la gouvernance soit transmis au groupe de travail sur la gouvernance afin qu'il procède à son examen quinquennal.

ADOPTÉE

ii. Énoncés nouveaux ou révisés

A. Justice sociale

Le directeur général indique que l'énoncé de principes sur la justice sociale est actuellement examiné par le Comité de l'équité.

B. Santé mentale (nouveau/Équité)

ARMSTRONG/VAN STEINBURG : QUE le Comité de direction recommande que le nouvel énoncé de principes sur la santé mentale soit transmis au service juridique de l'ACPPU afin qu'il procède à son examen quinquennal. Une

fois que le service juridique aura terminé son examen, l'énoncé de principes sera renvoyé au Comité de l'équité.

ADOPTÉE

12. POINT À HEURE FIXE (Mercredi 21 novembre, 12 h)
Affaires relatives au personnel

a. Rapport du comité du personnel

Le président du comité du personnel, R. Vose, rend compte de la réunion du comité. Il signale que l'ACPPU a embauché deux nouveaux membres du personnel depuis la présentation de son dernier rapport : Andrea Stuart, agente professionnelle, et Mona Chevalier, agente de la négociation collective. À l'heure actuelle, un membre du personnel est en congé d'incapacité; le poste d'adjointe administrative est vacant au service juridique; un contractuel temporaire a été embauché pour remplacer un employé en congé. Un grief a été retiré et un autre est en suspens.

Il signale que la convention collective conclue avec le SEPB 225 arrivera à échéance le 30 juin 2019. Une proposition relative à la composition de l'équipe de négociation sera présentée à la prochaine réunion du Comité de direction en février 2019.

b. Effectifs et questions administratives connexes

Le directeur général rend compte des questions concernant les effectifs. Il mentionne que les besoins en personnel devront être réévalués en fonction de l'augmentation du nombre de membres et de leurs besoins.

HUIS CLOS

c. Affaires concernant la direction

SANGARÉ/ARMSTRONG : QUE la séance se poursuive à huis clos.

ADOPTÉE

KINGMA/ARMSTRONG : QUE la séance reprenne son cours normal.

ADOPTÉE

13. Réunions, conférences et coalitions

a. Participation à des réunions et conférences

i. Assemblée du conseil de la CUFA-BC, 28 septembre, Vancouver

Cette question est traitée sous le point 4.

ii. Caisse de défense de l'ACPPU, 13 octobre, Montréal

Le président rend compte de sa présence à la réunion de la Caisse de défense tenue le 13 octobre à Montréal.

iii. Conférence des associations de professeurs de l'Ouest, 18 au 20 octobre, Athabasca

La vice-présidente, B. Austin-Smith, rend compte de sa participation à la Conférence des associations de professeurs de l'Ouest.

- iv. Conférence pour le personnel académique autochtone, 19 et 20 octobre, Ottawa
Cette question est traitée sous le point 08. (c)(i).
 - v. Conseil fédéral de la FQPPU, 25 et 26 octobre, Montréal
B. Navarro Pardiñas, représentante ordinaire (Francophone), rend compte de sa présence à l'assemblée du conseil de la FQPPU tenue les 25 et 26 octobre à Montréal.
 - vi. Assemblée du conseil de l'OCUFA, 20 et 21 octobre, Toronto
Cette question est traitée sous le point 4.
 - vii. Conférence de l'Internationale de l'Éducation sur l'éducation supérieure, 12 au 14 novembre, Taipei, Taïwan
Cette question est traitée sous le point 5. Une copie du programme provisoire de la conférence est incluse dans le cahier de documentation de l'assemblée du Conseil sous le *point 16. (f)* de l'ordre du jour de l'assemblée du Conseil.
 - viii. Y. Sangaré, trésorier, rend compte de sa participation au forum marquant le 40^e anniversaire de l'association du personnel académique de l'Université Dalhousie (DFA), qui s'est tenu le 13 novembre à Halifax. Il a également assisté à un forum sur le bilinguisme organisé par la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants le 16 novembre à Gatineau.
- b. Réunions, activités et conférences prochaines
- i. Atelier pour les nouveaux militants et Journée sur la Colline du Parlement, 22 novembre
Le directeur général annonce que l'atelier pour les nouveaux militants et la Journée sur la Colline du Parlement auront lieu le 22 novembre avant l'assemblée du Conseil.
 - ii. Forum pour les agents de griefs principaux, 7 et 8 décembre
Le directeur général indique que le forum pour les agents de griefs principaux se tiendra les 7 et 8 décembre à Ottawa. Une copie du programme du forum est incluse dans le dossier de réunion.
 - iii. Forum pour les présidents, 18 et 19 janvier
Le directeur général indique que le forum pour les présidents se tiendra les 18 et 19 janvier à Ottawa.
- c. Organismes associés
- i. Fondation Harry-Crowe
Le directeur général signale que la professeure Christine Overall de l'Université Queen's présentera la conférence Olivieri de 2019. Il est prévu que la conférence

sera donnée dans le cadre du programme des activités spéciales à l'assemblée printanière du Conseil. Le directeur général indique que la planification de la Conférence de la Fondation Harry-Crowe prévue pour les 22 et 23 février 2019 à Toronto va bon train. Une copie du programme provisoire de la conférence est incluse dans le cahier de documentation du Conseil sous le *point 25. (b)* de l'ordre du jour de l'assemblée du Conseil.

ii. SNACPPU

T. Van Steinburg, présidente du Syndicat national de l'Association des professeures et professeurs d'université (SNACPPU), fait le point sur les activités du Congrès du travail du Canada.

iii. Fiducie J.H.-Stewart-Reid

C. Vallerand indique que les administrateurs de la Fiducie J.H.-Stewart-Reid ont sélectionné Claire Thomson, doctorante au département d'histoire de l'Université de l'Alberta, comme lauréate de la Bourse commémorative J.H.-Stewart-Reid pour 2018-2019. La biographie de la lauréate est incluse dans le cahier de documentation du Conseil sous le *point 27.* de l'ordre du jour de l'assemblée du Conseil.

iv. Fondation de l'ACPPU pour les réfugiés

Il n'y a rien de nouveau à signaler.

14. Questions diverses

Aucune question n'est à l'étude.

15. Revue de la réunion

La réunion est passée en revue.

16. Éléments d'information

Trois articles sont inclus dans le dossier de réunion à titre d'éléments d'information :

(1) *About three-quarters of all faculty positions are off the tenure track, according to a new AAUP analysis*, Colleen Flaherty, Inside Higher Ed, 12 octobre 2018; (2) *The place of Unions in the academy*, Jack Grove, The Times Higher Education, 8 novembre 2018; (3) *Colleges are called upon to review their collaborations with Saudi Arabia after the Khashoggi killing*, Elizabeth Redden, Inside Higher Ed, 8 novembre 2018.